

CONTENTS

EDITORIAL	248
<hr/>	
L'ÉGLISE ENTRE EN ÉCONOMIE Pierre-Henri Chalvidan	249
<hr/>	
STATE OF THE WORLD'S CHILDREN: CRITICAL CHALLENGE TO CHRISTIAN MISSION Bryant L. Myers	256
<hr/>	
BEING CHURCH IN ASIA: JOURNEYING WITH THE SPIRIT INTO FULLER LIFE (FABC International Theological Colloquium, 10-16 April 1994; Pattaya, Thailand)	260
<hr/>	
LETTRE AUX COMMUNAUTÉS ECCLÉSIALES DE BASE Conseil permanent de l'épiscopat brésilien	267
<hr/>	
SISTERHOODS AND EMPOWERMENT OF WOMEN IN CENTRAL AND EAST AFRICA Beverly Lacayo, MSOLA	270
<hr/>	
MISSION MOMENTS Sharing - Africa • How Slavery Continues - Pakistan	276
<hr/>	
COMING EVENTS	278
<hr/>	

EDITORIAL

In our first article of the October Bulletin, PIERRE-HENRI CHALVIDAN shows us that the 'World Economy' has established itself as a dominant reality and for this reason the Church is called to enter the domain of economic relations and to contribute with a constant discernment of the values dominating economic realities.

BRYANT L. MYERS tells us "who" the world's children are, where they live and why the Church must make a clear option for them.

The final statement of the FABC International Theological Colloquium of last April is certainly an important document from and for the Asian Church. Because of its actuality, we would also like to offer it to readers in other continents.

In their letter to the CEB's, the Council of the BRAZILIAN BISHOPS' CONFERENCE deliberates on the new challenges these communities have to meet in the modern Brazilian society.

In her contribution, Sister BEVERLY LACAYO, MSOLA, elaborates on the positive evolution of the role of religious and lay women in Africa, especially in Zambia and Malawi.



NEW BOOKS

Casadei Rodolfo / Ferrari Angelo:
Ruando-Burundi,
Una tragedia infinita, Perché?
EMI, Bologna

Casaldàliga Pedro / Vigil José-Maria:
A Spirituality of Liberation
Orbis Books, Oct. 94

Wallis, Jim:
The Soul of Politics
A Practical and Prophetic Vision for Change
Orbis Books, Oct. 94

Sobrino Jon:
The Principle of Mercy,
Taking the Crucified People from the Cross
Orbis Books, Oct. 94

Elliot Neil:
Liberating Paul
The Justice of God and the Politics of the Apostle
Orbis Books, Oct. 94

Kroeger, James H.:
Living Mission:
Challenges in Evangelisation Today
Orbis Books, Sept. 94

NEW SUPERIOR GENERAL

Religious of the Society of the Sacred Heart (RSCJ)
Sister Patricia García de Quevedo
from Mexico

PRESIDENT OF SEDOS CONTINUES

In the General Chapter of the Marist Mission Sisters, SMSM., at present being held at Generalate, Sister Patricia Stowers was elected as Superior General for another term. That means, she will be able to continue her service as President of SEDOS. Congratulations, Sr Patricia.

L' ÉGLISE ENTRE EN ÉCONOMIE

Pierre-Henri Chalvidan

Un des principaux acquis de la réflexion engagée depuis longtemps sur la légitimité de l'intervention de l'Église en matière sociale est que celle-ci s'est convaincue et a convaincu de cette légitimité. Si l'on met à part quelques positions attardées de catholicisme libéral ou de piétisme, rares sont les catholiques qui contestent la pertinence de la doctrine sociale de l'Église, même si cette pertinence doit évidemment être relativisée suivant les temps et les lieux. Comme le notait récemment P. de Charentenay à propos des cent ans de doctrine sociale: "Les valeurs d'action et de travail priment sur celles de la fête ou des relations humaines. Ce système de valeurs est-il capable d'entraîner l'adhésion des croyants et des non-croyants dans d'autres continents? Il représente en fait un type de sensibilité qui reste très européen, très proche du monde occidental. L'Afrique peut-elle se reconnaître dans cette image? L'Amérique latine trouvera-t-elle son équilibre dans ces mêmes lignes?" Paul VI lui-même avait relevé dans *Octogesima adveniens* la difficulté, face à des situations aussi variées, de prononcer une parole unique ayant valeur universelle.

Mais aujourd'hui, ainsi que s'est attaché à le faire valoir E. Poulat, la question rebondit: l'Église peut-elle en rester là? Autrement dit, l'enseignement social de l'Église peut-il encore aller sans réflexion économique, l'Église doit-elle entrer en économie? Telle est bien la question décisive qui émerge aujourd'hui. La perspective ici esquissée va dans le sens d'une réponse positive: si la route de l'Église est l'homme, sa nouvelle frontière devra être l'économie.

L'ÉCONOMIE, NOUVELLE FRONTIÈRE DE L'ÉGLISE

Pour plaider la nécessité de l'intervention de l'Église dans le domaine économique, observons d'abord qu'elle en a déjà pris le chemin, provoquée par le sous-développement, la crise

économique et les nouvelles formes de pauvreté. On pourrait ajouter qu'elle n'a pas hésité à faire des interventions précises, soit sur des questions ponctuelles, comme celle de la dette, soit par la proposition de concepts critiques, tel celui relatif aux 'structures de péché'.

Mais cela ne saurait suffire et si l'on veut solidement argumenter, il faut simplement, comme l'a suggéré E. Poulat, reprendre la méthode de l'Action catholique "Voir, juger, agir", autrement dit effectuer un double travail:

- d'abord un travail de ressourcement pour confronter une telle perspective aux enseignements de l'Écriture et du Magistère;
- ensuite un travail de discernement pour analyser de façon concrète les réalités contemporaines et en dégager les signes des temps auxquels on est tenu de répondre.

Les enseignements de l'Écriture et du Magistère

En ce qui concerne l'Écriture, il ne fait pas de doute - sans que ce soit ici le lieu de développer ce point - qu'une attention plus soutenue pour les choses de l'économie trouverait sa place dans la logique d'incarnation et de transformation du monde qui y est inscrite. Du Deutéronome aux textes patristiques en passant par la parabole du bon Samaritain ou l'évangile du Jugement dernier chez Matthieu, on serait bien en peine de fonder l'amorce d'une dissociation, contre nature, entre l'économie et la société.

Quant aux enseignements du Magistère qui se développent par une référence menée au contact des situations historiques changeantes, sous l'impulsion de l'Évangile comme source de renouveau, il est également clair que, même s'ils se sont jusqu'ici - et il faudra voir pourquoi - principalement situés dans le domaine social, leur orientation ne saurait fermer les

portes à un dépassement vers la chose économique.

On pourrait au contraire y relever maints signes indiquant que l'économie est d'ores et déjà inscrite dans les réalités qui doivent faire l'objet des préoccupations de l'Église. Pour s'en tenir aux textes les plus récents, rappelons l'insistance de Paul VI, dans **Evangelii nuntiandi**, sur le fait que l'homme à évangéliser n'est pas un être abstrait mais qu'il est "sujet aux questions sociales et économiques" et qu'il est "impossible d'accepter que l'oeuvre d'évangélisation puisse ou doive négliger ces questions extrêmement graves" (EN, 31).

Bien plus, on peut aisément constater comment, de **Gaudium et Spes** à **Centesimus annus**, le Magistère a progressivement évolué d'une optique prioritairement axée sur le social à une ouverture de plus en plus sensible aux problèmes économiques. L'encyclique **Sollicitudo rei socialis**, en dépit de son titre, est tout-à-fait représentative de ce mouvement: si elle insiste en effet sur l'idée que l'Église n'a pas à proposer de systèmes économiques (IV, 41), elle n'en affirme pas moins qu'elle a une parole à dire, des actes concrets à poser (IV, 43) et une réflexion attentive à développer (III, 16). Ce nécessaire retour aux sources étant effectué, il faut vérifier que les réalités du monde contemporain justifient bien que le pas soit franchi.

Les signes des Temps

Sous cet angle, il est évident que nous sommes en train de vivre une mutation radicale qui bouleverse le contexte des interventions de l'Église. Jusqu'ici en effet celle-ci était appelée à se positionner par rapport aux deux blocs idéologiques qui risquaient d'opprimer l'homme en tant que reposant sur deux erreurs anthropologiques qui s'étaient en quelque sorte dialectiquement engendrées:

- d'un côté, le libéralisme qui, en surévaluant la liberté individuelle, interdit de penser la collectivité
- de l'autre, le marxisme négateur de l'autonomie de l'individu.

Ce qui conduisait le Magistère à sans cesse réaffirmer et approfondir une position de 'ni-ni' face à ces deux modèles erronés de société.

Or, désormais, nous devons nous situer dans une logique de libéralisme dominant sans que fonctionne la diversion d'un système social

antagoniste. Il y a là d'évidence une innovation essentielle qui a pour conséquence de porter l'économie au premier plan de nos préoccupations: pour la première fois depuis *Rerum novarum*, il ne s'agit plus de se confronter à deux idéologies, deux projets de société, mais à la réalité brute de l'économie. Comme l'écrit E. Poulat, le principe de réalité triomphe et c'est à une nouvelle traversée du désert que nous sommes appelés. La nécessité de l'engagement ecclésial sur le terrain économique s'impose avec encore plus de netteté lorsqu'on essaie d'envisager les modalités et les conséquences immédiates de cette universalisation du modèle libéral.

A première vue, en effet, elle semble s'effectuer par une diffusion équilibrée de toutes ses composantes: composante sociale avec l'individualisme, composante politique avec la démocratie parlementaire, composante économique avec l'économie de marché. Mais en réalité, tous les bons observateurs semblent d'accord pour convenir que c'est bien la dimension économique qui est dominante dans le processus en cours. Ainsi Stanley Hoffmann, analysant ce qu'il dénomme la 'diffusion de la puissance' à partir des trois facteurs qui, chez Kant, sont au centre de la philosophie de l'histoire, distingue-t-il trois niveaux ou 'terrains de jeux' dans la situation actuelle:

- le niveau mondial de la civilisation des affaires qui joue comme force unificatrice dominante;
- le niveau des États encore engagés dans le jeu politique traditionnel - celui de Thucydide et non pas d'Adam Smith - et qui se trouve, pour cela même, affecté d'érosion;
- et enfin le niveau des peuples, celui de l'exigence d'un droit à la parole et d'un désir de plus en plus directement revendiqués.

Si donc l'économie mondiale s'affirme comme réalité dominante, il y a tout lieu de penser que cela va se traduire par une fuite en avant dans la logique de 'privatisation' qu'elle a d'ores et déjà installée au coeur des sociétés modernes:

- privatisation croissante de la religion de plus en plus cantonnée dans les strictes limites de la sphère privée;
- privatisation croissante de la politique avec le dépérissement des espaces de délibération collective ou leur accaparement par les égoïsmes

- individuels, corporatistes ou ethniques;
- privatisation enfin de la culture et du savoir avec une focalisation sur l'opérateur, la spécialisation, la technicité, au détriment d'une culture générale pourtant indispensable à une réflexion ouverte.

Et on voit alors ce qu'il advient, tout particulièrement sur le plan économique, de ce 'principe de solidarité' dont Jean-Paul II rappelle qu'il est "un des principes fondamentaux de la conception chrétienne de l'organisation politique et sociale" (CA, 10). Mais on voit aussi que si cette idée de 'privatisation' permet de résumer le sens de la logique qui risque de prévaloir, le sens de la mission de l'Église peut lui aussi se résumer en un mot: 'dé-privatiser'.

UNE MISSION DE 'DÉ-PRIVATISATION'

Si en tous lieux risque en effet de s'imposer une logique de repliement, l'Église se doit de promouvoir une stratégie tous azimuts de redéploiement. Pour nous en tenir au terrain économique, cette stratégie devra se développer au moins selon deux axes: crée d'abord des espaces pour penser la solidarité économique et, ensuite, en assurer, au plein sens du terme, 'l'animation'.

Promouvoir des espaces pour penser la solidarité économique

Ainsi qu'on l'a précédemment évoqué, une des plus grandes conséquences de cette logique prévalante de privatisation des savoirs et des activités est le dépérissement des espaces de réflexion collective ou, lorsqu'ils subsistent, leur accaparement par des préoccupations étroitement opératoires et catégorielles. Dès lors, la première mission, en quelque sorte objective, de l'Église - parce qu'elle reste un des rares grands espaces de socialité et d'universalité - est de provoquer des lieux pour penser la solidarité, des lieux d'interface.

Le colloque a bien fait ressortir l'urgence de cette mission par la confirmation même de la gravité de la rupture entre les différents niveaux qui avait servi de constat initial. Un de ses principaux enseignements a été de révéler: - qu'il y a bien un niveau macro-économique affirmant sa rationalité, sa prétention à l'universalité, voire à l'absolu, "une macro-économie en amont du bonheur des peuples", dira le représentant du FMI, M. Falcone: l'imposition, la monnaie

saine, la rigueur des finances publiques ne sont pas des questions de cultures. Non pas que celles-ci soient ignorées, mais elles sont surbordonnées à ces impératifs catégoriques; - et qu'il y a bien, à la base, tout un foisonnement d'initiatives locales, oeuvrant efficacement à la prise en compte des réalités culturelles, réduisant les pesanteurs de l'économie globale mais, en même temps, les prenant trop peu en compte: ce que l'un des intervenants, représentant la Banque mondiale, M. Dufour, a appelé "les incohérences de la dynamique projet".

D'où l'importance des lieux d'articulation. Et c'est là où le rôle de l'Église devient fondamental: dans cette structure duale du monde contemporain, elle peut représenter un des ultimes espaces de rencontre du particulier et de l'universel, de l'économie réelle et d'une économie générale qui s'est laissé gagner par la formalisation mathématique, perdant ainsi tout contact avec le concret.

...si la route de l'Église est l'homme, sa nouvelle frontière devra être l'économie.

Jean-Paul II n'envisageait pas autre chose lorsqu'il affirmait que de même qu'existe une responsabilité collective pour promouvoir cette paix dont le développement n'est que l'autre nom et "qu'il faut donc consentir un vaste effort de compréhension, de connaissances mutuelles et de sensibilisation des consciences; c'est là la culture désirée qui fait progresser la confiance dans les capacités humaines du pauvre et donc dans ses possibilités d'améliorer ses conditions de vie par son travail ou d'apporter une contribution positive à la prospérité économique" (CA, 52).

Mais une fois assumée cette nécessité de créer des lieux de réflexion au sein desquels, en matière économique comme en tout autre domaine, se puisse penser et développer la solidarité, la question rebondit encore à un niveau supérieur: l'Église doit-elle s'engager encore plus loin et animer elle-même la réflexion et l'action économique?

Animer la réflexion économique

Face à cette interrogation, la position traditionnelle de l'Église consistait jusqu'ici à

faire valoir que, de même qu'elle n'a pas de modèle politique à proposer, elle n'a pas de doctrine économique à élaborer mais seulement une exigence à défendre: celle de la dignité absolue de la personne. Au demeurant, ajoutait-on, l'Église n'est nullement experte en ces questions. Autrement dit, l'Église se positionnait au niveau d'une éthique générale en se refusant - sauf à la marge - d'intervenir dans les mécanismes et les rouages spécifiques. Or, là encore, les réalités du monde contemporain plaident pour une évolution: si la promotion d'une éthique de l'économie est de plus en plus indispensable, celle-ci ne peut désormais aller sans une prise en compte plus serrée des données exactes de la vie économique. L'argument de la non-expertise en ce domaine ne paraît guère convaincant. Si l'Église, en effet, se veut 'experte en humanité' elle doit l'être pour tous les aspects de l'humanité, économie comprise. Certes doit être prise en considération l'objection selon laquelle l'économie, tenue pour science exacte, aurait ses lois propres à prendre comme telles. Mais outre que là se cache peut-être la plus grande

Pour la première fois depuis Rerum novarum, il ne s'agit plus de se confronter à deux idéologies, deux projets de société, mais à la réalité brute de l'économie.

ruse de l'économisme dominant, la question demande pour le moins à être débattue. Au demeurant l'Église est-elle à priori beaucoup plus experte dans les questions de désarmement ou de bioéthique sur lesquelles elle intervient pourtant de façon très serrée?

Il y a là un hiatus dans la position ecclésiale souvent relevé mais qui risque de devenir insoutenable: comment l'Église pourrait-elle laisser en friche le champ de la liberté économique alors qu'elle laboure inlassablement le champ de la vie privée? A vrai dire, on perçoit bien le fondement d'une telle distinction: celle-ci repose sur l'idée qu'en matière économique ou politique, il existe des espaces de médiation pour l'exercice de la liberté, qui n'est ainsi pas abandonnée à elle-même dans la solitude du passage de la décision à l'action; alors que de tels espaces n'existent pas en matière de bioéthique et qu'il faut donc promouvoir les médiations nécessaires.

Et, certes, la conviction que pour s'exercer la liberté a besoin d'un espace de médiation est bien fondamentale, mais précisément le colloque a fait apparaître que l'existence de ces espaces en matière économique et politique tend à devenir de plus en plus problématique parce que ceux-ci sont érodés par la logique de la privatisation.

Cinq niveaux d'application

Ceci posé, il est donc incontestable qu'il y a nécessité de promouvoir une éthique de l'économie: la demande éclate de tous côtés et, si l'Église n'y répond pas, on peut craindre que d'autres y répondent de façon réductrice. Encore faut-il bien mesurer toutes les implications de cette exigence éthique. De ce point de vue, on peut distinguer cinq niveaux d'application.

1. Faciliter la rencontre et la réflexion

Observons, tout d'abord, que le simple fait, précédemment évoqué, de provoquer des lieux de confrontation et d'ajustement est déjà, en lui-même, une démarche authentiquement éthique; Si, comme le disent les théologiens, la morale suppose que soient tenues ensemble la dimension singulière, la dimension particulière et la dimension universelle, c'est bien, en effet, une démarche profondément éthique que de convoquer de tels lieux de rencontre.

Mais, sauf à partager la conviction qu'une éthique de la discussion est à même de résoudre pleinement les graves problèmes moraux que soulève l'économie, l'intervention de l'Église ne saurait en rester à ce premier stade. Certes, promouvoir cette culture de la connaissance et de la confiance est un premier palier indispensable mais, sur le plan précisément de la culture l'action de l'Église doit trouver un second champ d'application.

2. Redécouvrir l'importance de la ressource humaine

De nos jours, en effet, la logique de la croissance économique, avec les échecs rencontrés, conduit à redécouvrir la dimension culturelle et l'importance de la ressource humaine. Et il y a là également un défi majeur pour les chrétiens, en raison même de l'anthropologie qui est la leur: c'est de tout mettre en oeuvre pour que l'homme et sa culture ne soient pas également broyés dans une logique purement instrumentale et asservis à un développement toujours pensé en termes économiques.

Autrement dit, ainsi que se sont forcés de le proclamer les animateurs du colloque dans leur précédent travail, il s'agit de faire valoir que la culture n'est pas 'une' dimension englobante, en tant que lieu où l'homme effectue ses choix, c'est-à-dire se réalise en tant qu'homme dans la plénitude de son caractère transcendant.

3. Faire un inventaire critique des valeurs

Mais cela n'est pas suffisant: il reste encore à préciser ce que l'on met dans ce concept de culture, dont on prétend faire le socle du développement. Et l'on atteint là vraisemblablement un des problèmes cruciaux pour les temps à venir. Au cours de ces dernières années, on a fonctionné, en effet, sur la base d'un concept de culture très ouvert conduisant à valoriser la multiplicité des expressions culturelles et leur diversité. Ce qui se comprenait aisément dans un contexte de décolonisation et de rejet de tout impérialisme. Or on commence désormais à réaliser qu'une telle approche, à trop se vouloir accueillante et généreuse, finit par devenir inopérante et incapable notamment de représenter un levier efficace de développement. Car si la culture a bien une dimension large qui inclut la totalité des comportements humains dans leur diversité, elle a aussi un contenu axiologique porteur d'unité et d'universalité. Ce qui structure une culture, c'est un système de valeurs - l'axe vertical du système de valeurs - l'axe vertical du sens recoupant l'axe horizontal du réel - et c'est ce système qui dicte au développement ses modalités et ses finalités, en même temps - nombre de ces valeurs étant universelles - qu'il est susceptible de fonder la plus large solidarité.

Et - paradoxalement seulement en apparence - ce sont désormais des intellectuels du Sud - pourtant principal destinataire de la précédente acception 'oecuménique' - qui commencent à affirmer que le développement est d'abord une question de valeurs et que la travail culturel à opérer prioritairement est un inventaire critique des valeurs afin d'isoler celles susceptibles de "fournir une base solide à tout projet de développement cohérent"; point de vue qui fut développée, par exemple par Maître Wade, ministre d'Etat du Sénégal, au cours du colloque.

Cette thèse ne va certes pas sans soulever de nombreuses interrogations relatives à la pos-

sibilité effective et, plus encore, aux éventuels aboutissements d'un tel inventaire. On retrouve là un vaste débat qui traverse, de longue date, la problématique du développement et rebondit aujourd'hui à propos de la démocratisation. Il s'agit donc de savoir s'il existe effectivement, dans les pays du Sud, des systèmes de valeurs spécifiques susceptibles de fonder un 'autre' développement ou une 'autre' démocratie ou bien si une telle affirmation ne relève que d'un culturalisme exacerbé qui n'est qu'un paravent de l'immobilisme. La question reste ouverte, mais avant même d'ébaucher quelques éléments de réponse, on peut d'ores et déjà relever que - quelle que soit finalement l'issue qu'on lui donne - elle pointe l'urgence qu'il y a à opérer autour des valeurs un resserrement du concept de culture. Faute de quoi, en effet, l'homme ne sera jamais placé au centre du développement, tant il est vrai, comme ne cesse d'aller le répétant l'Église, que c'est bien là que réside sa part essentielle: une liberté de choix en fonction de valeurs.

- ce sont désormais des intellectuels du Sud - pourtant principal destinataire de la précédente acception 'oecuménique' - qui commencent à affirmer que le développement est d'abord une question de valeurs.

Ceci posé, quant au fond, l'inventaire ci-dessus évoqué peut, à priori, déboucher sur trois issues:

- soit l'invention - la mise à jour - de valeurs radicalement spécifiques susceptibles de fonder, en effet, un 'autre' développement;
- soit le constat inverse d'une universalité radicale des valeurs justifiant un modèle unique;
- soit enfin une position médiane alliant universalité et particularité qui paraît, à vrai dire, la seule vraisemblable.

Adopter une telle position n'est pas, pour autant, renoncer d'avance à l'inventaire comme frappé d'inutilité, car c'est bien en explorant le particulier que l'on dégagera à la fois sa part propre et sa part d'universel.

4. Effecteur un travail critique de discernement

On parvient ainsi au quatrième cercle de l'intervention ecclésiale: non seulement provoquer des lieux de confrontation culturelle, puis oeuvrer pour que la culture soit la dimension englobante du développement et travailler à un resserrement du concept de culture autour des valeurs; mais encore effectuer, au sein même de ces systèmes de valeurs, un travail critique de discernement au service de l'homme dans sa plénitude. Autrement dit faire prévaloir - exemples concrets et instruments conceptuels à l'appui - ce que l'on pourrait appeler la prééminence anthropologique dans toute conception du développement.

L'Église fait-elle autre chose, au demeurant, lorsqu'elle constate que si le communisme a échoué, c'est parce qu'il reposait sur une anthropologie erronée? Mais il devient clair que, désormais, l'interrogation critique doit se reporter sur d'autres champs, à commencer justement par celui du libéralisme triomphant: l'anthropologie sous-jacente au libéralisme a-t-elle vocation à l'universalité comme reposant sur une idée indépassable de l'homme et de son devenir?

Il suffit de poser la question pour entrevoir la réponse et donc le sens dans lequel il faut oeuvrer. Non que puissent être niés les progrès quantitatifs apportés à la condition humaine et même les progrès qualitatifs dans l'épanouissement de la liberté et de l'individualité, mais au prix de quels déséquilibres et de quels asservissements! Faut-il les considérer comme inéluctables, ou bien ne doit-on pas admettre, comme y invitent les échecs cumulatifs, sinon qu'un 'autre développement' est possible, du moins un développement 'autre', parce que, précisément, la plupart des pays du Sud partagent une vision de l'homme en partie différente? Contribuer à révéler cette vision à elle-même et au monde après des siècles d'exclusion, telle est bien alors la première tâche d'une éthique du développement, tâche qui concerne par excellence une Église qui se veut 'experte en humanité'.

L'anthropologie occidentale, profondément influencée par la modernité, comporte de nombreux aspects positifs dont la source doit se chercher dans la liberté de la personne et dans sa dignité. Cependant cette anthropologie occidentale (de laquelle participait aussi le marxisme) est une anthropologie prométhéenne à

l'excès. L'homme s'y réalise, selon la formule de Malraux "en cultivant sa différence", sur le mode de l'opposition et de la distinction:

- opposition à l'autre avec une affirmation de l'antériorité et de la priorité de l'individu sur la société et la séparation rigide du privé et public;
- opposition au cosmos, à la nature, qu'il s'agit de dominer et de maîtriser par la raison technicienne: "L'homme en tant qu'homme s'oppose à la nature et c'est ainsi qu'il devient homme" écrivait Hegel. Ou bien, autrement formulé: "Dieu n'a pas planté les arbres pour qu'on les honore mais pour qu'on les abatte".

Ainsi la pensée occidentale est-elle foncièrement agonistique. Elle fonctionne par rupture, séparation, analyse, dualisme [...] toutes opérations intellectuelles indispensables pour une maîtrise rationnelle de l'univers. Et, partant, elle pense le monde en termes d'abord quantitatifs. Autre sur bien des points est l'anthropologie partagée par la plupart des pays du Sud. L'homme ici se réalise en "cultivant sa communion", sa participation:

- l'individu existe par "con jonction amoureuse avec l'autre", "il prend naissance au carrefour des multiples réseaux sociaux auxquels il appartient". La société est ainsi constitutive de la personnalité: c'est parce qu'elle ne s'oppose pas que la personne s'enrichit;
- et de même en va-t-il par rapport à la nature. L'homme ne saurait prétendre à la domination radicale d'un cosmos dont il n'est qu'une partie: "L'Africain voit dans tout ce qui est donné à ses sens autre chose que ce qu'il voit - il déchiffre l'Autre c'est-à-dire le sacré, à travers le minéral, le végétal ou l'animal. Ce n'est pas la parole d'homme qui signifie et circonscrit les objets, ce sont les objets ou les choses qui sont paroles".

Ainsi la pensée africaine, sans renoncer à l'analyse, est-elle fondamentalement unitaire, synthétique, une sorte de connaissance par participation qui sait intuitivement que rien n'est isolable. Et, partant, elle pense le monde d'abord sur le mode qualitatif. Sur ces bases, il ne s'agit pas d'en revenir aux affirmations

hégéliennes sur ces civilisations prétendument anhistoriques et inaptes à toute mutation - l'homme n'y est pas donné dans la nature, même si elle est tenue pour lui être fondamentalement ordonnée - et il ne s'agit pas de méconnaître leur pesanteur, à l'égard des femmes et des jeunes en particulier, mais il s'agit de faire apparaître qu'il y a là le germe d'une problématique de développement susceptible d'infléchir dans le bon sens les modèles occidentaux.

Et il s'agit aussi de faire apparaître comment on entretient l'échec si l'on ne détermine pas les voies et les moyens. Ainsi que l'expose clairement V. Cosmao, les civilisations ne fonctionnent qu'à l'évidence et n'imposent leur organisation que comme allant de soi: "Pour l'organisation de sa vie collective, tout homme est orphelin".

5. Créer de nouveaux moyens

C'est la cinquième étape. Car une fois les données anthropologiques correctement repérées, il doit devenir possible de jeter un regard qui soit simultanément éthique et pratique sur les moyens du développement. L'éthique ne saurait désertier le terrain de la réalité: une éthique abstraite ne serait d'aucun secours. Au contraire, selon D. Goulet, l'éthique doit devenir "un moyen des moyens", émettre un "rayon moral" illuminant les valeurs qu'ils recèlent, sinon c'est un exercice trompeur que de parler de façon purement rhétorique de la dignité de l'homme.

Est-ce à dire, dès lors, qu'il s'agit de bâtir un modèle économique chrétien? Assurément pas, mais l'Église peut certainement, non seulement élaborer - comme elle s'y est déjà essayée - un corps de principes et de directives guidant la réflexion, mais aussi et mieux encore, soutenir un travail permanent de proposition d'idées et de concepts permettant d'exercer une fonction de critique constructive et évitant de se laisser happer par la logique dominante du système, ce que fait par exemple le Centre Leuret avec sa recherche d'une "clef de lecture des indicateurs de développement humain".

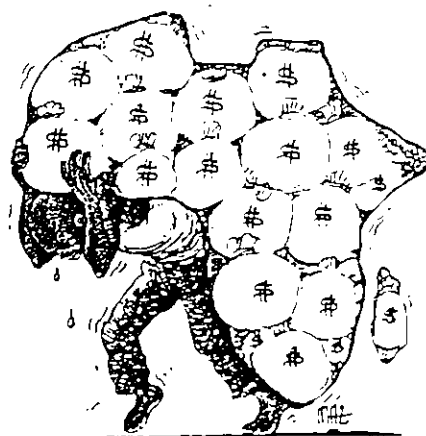
D'autres voies sont possibles. L'économiste P. Lavagne évoque à ce sujet la nécessité de rechercher des 'concepts-hélice'. Ainsi, par exemple, le concept de 'structure de péché', quelles que soient ses faiblesses, est d'évidence un instrument adapté de déconstruction de la logique privative. Il en est sûrement de multi-

ples autres qui pourraient utilement servir, par une réflexion appropriée, d'instruments éthiques: sans avoir de compétence économique particulière, on peut par exemple songer au concept d'échange sur lequel il serait surprenant que la religion trinitaire n'ait rien à faire valoir: doit-il être centré sur les objets ou sur les sujets? Ou bien encore à celui d'épargne dont le contenu en 'valeurs' fut à maintes reprises évoqué au cours du colloque.

Quant aux principes, les précédents acquis de la doctrine sociale - tel celui de la destination universelle des biens ou du juste salaire - offrent des points de départ qui ne demandent qu'à être poursuivis sur le terrain proprement économique.

L'essentiel étant, encore une fois, - sous peine de prendre toute crédibilité - de ne pas rester dans une perspective déductive et abstraite mais de penser l'éthique comme une praxis. Il ne s'agit là évidemment que d'ébauches mais elles suffisent à faire pressentir l'immensité du champ qui est ouvert à l'action de l'Église et aussi la compétence qu'elle a pour y intervenir. Car si le développement économique est d'abord affaire d'anthropologie, d'éthique, de culture, alors l'Église y est particulièrement à sa place, ainsi d'ailleurs que toutes les religions en tant que productrices de sens. Au cours de la séance de clôture, le professeur Arkoun, intervenant au nom de l'Islam, observa combien cette fonction des religions était encore peu explorée et plaida pour le développement d'une "anthropologie religieuse généralisée".

Ref. *Euntes Digest*
Vol. 27-n°1, March 1994
Zavelstraat 60
3010 Kessel-Lo, Belgium



STATE OF THE WORLD'S CHILDREN: CRITICAL CHALLENGE TO CHRISTIAN MISSION

Bryant L. Myers

This essay examines in broad strokes the state of the world's children from the perspective of Christian mission. My thesis is that understanding the situation of children and youth in the world is a significant blind spot in Christian mission. If children and youth are as central to the mission task as I believe, then our way of thinking about mission and contextualising the Gospel today will be seen to be inadequate.

Why Are Children and Youth Important?

First of all, children and youth are important because there are so many of them. One-third of the world's population, 1.8 billion people, is under the age of fifteen. Eighty-five per cent of these children, or 1.5 billion, live in the Two-Thirds World (*World Population Data Sheet*).

The population pyramids for the developed and developing worlds reveal a stark contrast. In the so-called developed world the bulge - such as it is - represents the twenty-year-olds. Compare this to the Two-Thirds World, where almost half the population is under the age of nineteen. This is not our experience in the West. When Western folk walk down their streets, they see roughly equal numbers of children, youth, adults, and older folk. But in the Two-Thirds World, every other person one encounters is under the age of nineteen. We in the West need to recompose our mental image.

When we examine the number of children and youth in the countries of the world as a proportion of their population, Africa stands out. More than 45 per cent of its population is under the age of fifteen. The disproportionate number of youth will intensify as Africa's high population growth rate increases the number of

young people, at the same time that their parents are dying from AIDS. The Middle East, Mexico and Central America, Bolivia, Pakistan, and Afghanistan also stand out.

If we examine the absolute number of children and youth in the world, there are many countries with large numbers of young people. Countries with more than 25 million children under the age of fifteen include the United States, the former USSR, most countries of South Asia, China, Nigeria, Indonesia, and Brazil.

The second reason children and youth are important from a missiological perspective is that by far the great majority of people, at least in the North American context, become Christians between the ages of four and fourteen. According to information in Lionel Hunt's *Handbook on Christian Mission*, important, life-shaping decisions are made when people are young. This has been confirmed by informal research done by Frank Mann of Child Evangelism Fellowship and by Evangelist, Harry Trover.

The third reason children and youth are important is that, according to MARC estimates, 78 per cent of the world's young people - 1.4 billion of the 1.8 billion - are growing up in non-Christian settings. This situation reflects two factors:

- 1) A substantial portion of the children in nominally Christian countries live in non-religious families, and

- 2) over the last twenty years the growth rate of Muslim and non-religious populations has out-paced the growth rate of the world population as a whole.

